



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

AUSTERITÉ ET RÉGRESSION SOCIALE AUX COMMANDES

Hollande fait semblant de s'opposer à une Commission européenne qui « *n'a pas à dicter ce que nous devons faire* ». Mais le gouvernement, dans la suite des gouvernements grec, italien, portugais et espagnol, met en œuvre les mêmes recettes de régression sociale. Avec les cadeaux financiers et les facilités pour imposer des reculs aux salariéEs au nom de la compétitivité des entreprises, le gouvernement s'est déjà engagé dans la baisse du « coût » du travail. C'est maintenant au nom de la réduction des « déficits » qu'il engage l'offensive contre protection sociale, retraites et allocations familiales.

Retraites : renoncements et reculs

Après s'être déclarée opposée à la réforme Fillon de 2010, la majorité du Parti socialiste, aujourd'hui au gouvernement, s'apprête à en reprendre l'essentiel : allongement de la durée de cotisation, rapprochement « par le bas » des différents régimes, augmentation de l'imposition et baisse des pensions de retraites. L'objectif est double : baisser le « coût » des retraites et inciter les salariéEs (ceux qui le peuvent) à se tourner vers des complémentaires gérées par les banques.

Les allocations familiales : demi-mesure... d'austérité

Après bien des hésitations, le gouvernement a décidé d'abaisser le plafond du quotient familial pour les impôts (somme maximale déductible) de 2 000 à 1 500 euros. Ce n'est pas suffisant. Il doit être supprimé, car il apporte une réduction d'impôts d'autant plus forte que les revenus sont élevés. La fiscalité doit être beaucoup plus fortement progressive. La suppression des exonérations de cotisations permettrait de financer une véritable politique familiale. Pour que cette baisse du quotient ne soit pas une simple mesure d'économie, il faudrait une revalorisation des allocations familiales, avec attribution dès le premier enfant, et le développement des équipements collectifs notamment des crèches.

Et la boucle de la régression sociale est bouclée

Avec plus de 5 millions de chômeurs : les cotisations pour les retraites, les allocations familiales, et la santé, diminuent considérablement. À l'inverse, 100 000 emplois en plus apporteraient 2,5 milliards de cotisations pour la Sécurité sociale. Les fonds utilisés à financer l'Unedic pourraient être utilisés pour la protection sociale. Dans le même temps, les conditions de travail dans les entreprises, dans les hôpitaux, dans les écoles, se dégradent.

Oui il y a une alternative

La réduction massive du temps de travail, la hausse des salaires et des pensions sont possibles et indispensables. À défaut de croire que Hollande et son gouvernement s'engageraient dans cette voie, beaucoup de ses électeurEs pensaient que leur choix n'aggraverait pas leur situation. Un remaniement ministériel, un changement de Premier ministre ne suffiront pas. La construction d'une mobilisation s'impose, à l'opposé du dialogue social et autre sommet social au travers desquels patronat et gouvernement veulent faire valider leur politique de régression sociale.

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

Le 4 juin 2013